

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 07/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SNS Industrie**

9 rue de l'ingénieur Bertin  
21600 Longvic

Références : 2024-410  
Code AIOT : 0005401956

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement SNS Industrie implanté 9 rue de l'ingénieur Bertin 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient dans le cadre de l'action nationale 2024 post-accident de Rouen qui a pour objectif de contrôler la mise en œuvre des prescriptions relatives à la rétention et au confinement des eaux d'extinction au sein des installations à autorisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNS Industrie
- 9 rue de l'ingénieur Bertin 21600 Longvic

- Code AIOT : 0005401956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SNS Industrie est autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2005 à exploiter une activité de nettoyage de filtres et de décapage de pièces mécaniques d'une capacité maximale de traitement d'environ 180 000 m2 de surface filtrante.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	30 jours
8	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	30 jours
9	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 11.4	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les constats liés à l'action nationale post-accident de Rouen, l'exploitant veillera à mettre en place un état des stocks lui permettant de connaître le type de produits, leurs classes de danger et les quantités présentes sur son site afin d'en informer le SDIS en cas d'intervention. En parallèle de l'inspection, il est à noter une forte marge de progrès sur le volet organisationnel en

cas d'incident ou d'accident, en effet, les procédures sont présentes mais peu maîtrisées et le site ne fait pas l'objet d'exercice sur cette thématique.

Enfin, un point a été fait sur l'arrêté ministériel "PFAS" du 20 juin 2023, l'exploitant veillera à appliquer les prescriptions de cet arrêté notamment en mettant en œuvre, sans délai, les analyses de ses rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés dans le local "produit de process". Les liquides, contenus dans des fûts ou des bidons, sont stockés sur des rétentions mobiles à l'intérieur de ce local qui est lui-même équipé d'une rétention déportée vers la fosse.  <b>Observation :</b> L'inspection a constaté la présence d'une trottinette électrique dans le local, cela semble particulièrement inopportun de garer une trottinette électrique au sein d'un local de produits dangereux, en plus du risque d'accident lié à l'entrave du passage, la batterie pourrait initier un incendie. Un rappel des consignes liées au parking des moyens de transport des salariés pourra utilement être fait.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
<b>Constats :</b>  Le local "produit de process" a été vu lors de l'inspection. De conception les rétentions mobiles ne disposent pas de dispositif d'obturation et sont donc en permanence conçue pour recueillir et contenir les produits. Elles étaient en bon état, ne présentaient pas de signe d'usure apparent et leurs volumes étaient disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Les produits incompatibles du site (des acides et des bases) sont stockés côte-à-côte sur des rétentions mobiles dissociées dans le local "produit de process". L'affichage permet d'identifier de quel côté sont les différents produits.  A noter que cette modalité de stockage permet de garantir l'isolement des produits en cas de rupture des fûts mais dans le cas d'un accident plus important, les produits vont tous se diriger vers la même fosse. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les risques inhérents à la rencontre des produits stockés. Il étudiera les risques inhérents à la rencontre dans la fosse des produits stockés dans le local "produit de process" et mettra en place des actions afin d'en limiter les conséquences.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.- Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.- Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas de tuyauterie de matières dangereuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées dans le local. <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des matières stockées à jour.  A noter que cette prescription se trouve aussi article 31 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2005.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, est réalisé avec un volume minimal de 23 m<sup>3</sup>. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</p> <p>Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de rétention au Nord-Ouest du site a été vu et contenait une très faible quantité d'eau qui ne pouvait pas être pompée.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux pluviales sont détournées vers le bassin de rétention. La vanne permettant de détourner l'évacuation des eaux du site se trouve proche du bassin, le jour de l'inspection la clé permettant d'actionner la vanne était en place. L'exploitant précise que cette vanne n'est jamais testée.</p> <p>Remarque : la taille du bassin est très réduite, seulement 23 m<sup>3</sup>, ainsi en cas d'incendie le bassin va très vite se remplir et aucun trop-plein n'est prévu. Il serait utile de savoir où vont se déporter les eaux d'incendie afin de limiter les risques de pollution et d'écoulement de ces eaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les documents de procédure suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PR-QSE-02 Situation d'urgences,</li> <li>• PR-QSE-03.1 Consignes de sécurité,</li> <li>• PR-QSE-04 Kit déversement accidentel,</li> <li>• PR-QSE-05 Compatibilité stockage produits de process.</li> </ul> <p>Les consignes en cas d'accident présentées à l'oral en inspection sont différentes des procédures transmises sur les points suivants :</p>

	Consignes présentées à l'oral	Procédures écrites
Détection	La personne constatant le sinistre prévient ses collègues, pas de déclenchement systématique de l'alarme.	Déclenchement de l'alarme systématique.
Appel au pompier	L'appel se fait par les dirigeants ou le directeur technique.	L'appel est fait par la personne constatant le sinistre après le déclenchement de l'alarme
Fermeture de la vanne gaz	La fermeture de la vanne est réalisée par les personnes de l'atelier (2 personnes en mesure de réaliser l'opération).	La fermeture de la vanne est réalisée par la personne constatant le sinistre
Confinement des eaux d'extinction	Aucune procédure sur ce point.	Le confinement des eaux est fait par la personne constatant le sinistre

En conclusion, les consignes en cas d'accident sont présentes mais ne semblent pas maîtrisées par l'ensemble du personnel.

L'exploitant s'assurera que l'ensemble de ces procédures sont connus par le personnel du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

**Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.**

**Constats :**



<p>L'exploitant est sous-traitant d'un site industriel produisant des composés PFAS, à ce titre, il réalise le lavage de filtre ayant servi à la production de ces composés.</p> <p>A leur arrivée sur site, les filtres sont encrassés par des poussières de polymères PFAS.</p> <p>L'arrêté du 20 juin 2023 est donc applicable au titre des sites traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p><b>Non-conformité :</b> l'exploitant n'a pas identifié l'applicabilité de cet arrêté à son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 9 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas réalisé de campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à appliquer l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois